# Stop au virus sécuritaire

## Semaine d'action contre l'état policier

## La liberté a besoin d'air !!!

- **Samedi 13 mars à 14h en face du Castillet (Place de la victoire)**
- **Mardi 16 mars à partir de 12h30 devant la préfecture**

**Début des débats au sénat pour voter la LSG et la loi « confortant les principes républicains »**

- **Samedi 20 mars à 14h on reprend la rue ! (action en préparation)**

Depuis le 21 novembre 2020, nous **manifestons** à Perpignan, appellé-es par la Coordination66 Stop LSG, en réponse à la multiplication sans précédent de lois et décrets répressifs et liberticides qui restreignent nos libertés.

**Le pouvoir minimise ou nie les violences policières** et protège de manière indécente les auteurs coupables de tels actes**. Il entrave les libertés d'informer et d'être informé, les libertés d'expression, d'association, de manifestation, bref il cherche à étouffer toutes les contestations et toute vie sociale**.

Dans le même temps, **ce même pouvoir s'engage dans une vaste offensive liberticide pour instaurer la surveillance de masse et l'extension continue de l'appareil sécuritaire.**
**Tout ceci se met en place par touches successives et nous glissons lentement mais surement vers un régime totalitaire**. La liste des décisions déjà prises ou programmées est révélatrice et très inquiétante; pour s'en convaincre, *voir le bref récapitulatif des décisions déjà prises ou projetées, au verso, en annexe du text*e.

Cette obsession sécuritaire et liberticide du gouvernement français est dénoncée par les instances internationales, Nations unies et Parlement européen en tête, décriée par la défenseure des droits et la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

**Le pouvoir cherche à nous décourager, mais il n'y parviendra pas !**

**Nous continuerons à nous opposer fermement à cette dérive autoritaire jusqu'au RETRAIT :**

**De la proposition de loi Sécurité Globale**
**Du projet de loi « confortant les principes républicains »**
**Du Schéma national du maintien de l'Ordre ( SNMO)**
**Des 3 décrets de décembre 2020 sur l'extension des fichiers de police, l'intégration d'autres fichiers et leur croisement.**

**La coordination 66 STOP Loi Sécurité Globale :**

Contact : coordination66stoplsg@gmail.com Facebook **:** https://fb.me/e/1Y8EvJCRk

Ne pas jeter sur la voie publique

# Petit récapitulatif non exhaustif des atteintes aux libertés et droits fondamentaux depuis l'élection d'Emmanuel Macron

**2017 :**

- **les principales dispositions dérogatoires aux droits fondamentaux et libertés essentielles prises dans le cadre de l'Etat d'urgence post attentats terroristes de 2015 passent dans le droit commun** : MORALITE se méfier comme de la peste des états d'urgence.

**2018 :**

- Recul du droit à l'information avec deux textes qui s'en prennent à la liberté d'expression : **loi sur le secret des affaires et loi sur les «fakes news»**, ou plutôt sur les news qui les dérangent.
- la loi asile et immigration.

**2019 :**

- **la loi anti casseurs** qui restreint le droit de manifester
- **pendant la mobilisation des Gilets Jaunes,** la gestion catastrophique du maintien de l'ordre avec des violences policières comme jamais sous la 5ème République et des condamnations pénales ultra-rapides très sévères et souvent injustifiées pour les manifestants arrêtés. La justice et la police au service de l'état !

**2020 :**

- **état d'urgence sanitaire**, avec ses mesures de restriction des libertés d'une population entière décidées par quelques-uns (le très opaque conseil de défense) sans réelle concertation et débats parlementaires et sans cogestion avec les territoires et leurs élus.
- **la Loi de Programmation de la Recherche Publique** qui remet en cause les libertés universitaires avec la création d'un « délit d'entrave » visant à interdire la contestation dans les universités.
- **le nouveau Schéma national du maintien de l'Ordre (SNMO)**

- **les 3 décrets de décembre portant sur l'extension des fichiers de police** organisant un fichage massif de la population et un contrôle de toutes les opinions.

**Et maintenant début 2021**, que nous réserve le reste de l'année ?

- **la proposition de loi dite « sécurité globale »** avec ses remises en cause des libertés d'expression, d'information, de manifestation et qui à défaut de sécurité globale fait un pas de plus vers la surveillance globale et creuse encore le fossé entre les citoyens et les forces de l'ordre. Après le parlement la voilà débattue et mise au vote au Sénat, à partir du 16 mars, pour être entérinée par des godillots
- **le projet de loi** contre le prétendu séparatisme renommé **«confortant les principes républicains !»** adoptée au parlement par 347 Pour, 151 Contre, et 65 Abstention le 16 février 2021, lui aussi commencera à être en discussion au sénat à partir du 16 mars
- **la prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'en Juin et surement décembre 2021**
- **le Beauvau de la sécurité pour soi-disant recréer du dialogue entre la population et les forces de l'ordre** ouvert aux syndicats policiers mais pas aux principaux acteurs et représentants de la société civile. Un « entre-soi » inacceptable
- Les nouvelles et incroyables **menaces proférées par la ministre F. Vidal contre la liberté de la recherche universitaire** au nom de la lutte contre «l'islamo-gauchisme» (concept créé par l'extrême-droite) et utilisé pour détourner l'attention des citoyens des problèmes sociaux, environnementaux, économiques… auxquels nous sommes tous confrontés, et pour lesquels l'Etat n'entend agir que pour servir les intérêts de capitalistes patentés au détriment de nos vies, du vivant, de toute la planète.

**Pour 2022**, déjà annoncé, **une future loi de programmation de la sécurité intérieure**, encore une !

Sans oublier les autres atteintes à nos libertés, interdictions de boire de l'alcool sur la voie publique, de faire de la musique en extérieur, de danser lors des mariages, d'être plus de 6 chez soi, de parler dans les transports en commun, etc... ET PUIS QUOI ENCORE ?

**Coordination 66 STOP Loi Sécurité Globale**